



Paris, le 17 août 2026

Objet : Demande de réunion des représentants des groupes politiques sur les conséquences des événements climatiques de l'été et les solutions d'urgence à apporter pour notre agriculture

Monsieur le Premier ministre,

Partout sur nos circonscriptions nous sommes alertés sur l'immense inquiétude du monde agricole après quatre épisodes caniculaires d'une intensité exceptionnelle. Si le nombre et l'ampleur des incendies des dernières semaines ont capté l'attention médiatique, la sécheresse qui affecte une grande partie du territoire national bouleverse également l'économie de nos exploitations.

Les cultures comme les élevages subissent des conséquences particulièrement lourdes : baisse des rendements, pertes de récoltes, impossibilité de remise en culture de dizaines de milliers d'hectares, mortalité accrue au sein des cheptels, stocks fourragers insuffisants ou encore difficultés d'accès à l'eau. A ces difficultés, qui s'amplifient mutuellement, viendront probablement s'ajouter les effets d'un phénomène *El Niño* annoncé comme historique lui aussi et qui devrait apporter des pluies abondantes à l'automne sur un sol particulièrement sec.

A cet effet la mobilisation en urgence des "*fonds de solidarité prairie*" doit être une priorité, par la prise en compte du déficit réel de production que ne reflète pas les indices des compagnies d'assurance qui conditionnent son déclenchement.

Notre inquiétude est d'abord celle du revenu, alors que cette situation va entraîner une tension majeure sur les trésoreries des exploitations et du poids des astreintes quotidiennes. Nous devons faire face dans l'urgence pour garantir un revenu aux producteurs et éviter les phénomènes de decapitalisation, dont les effets à moyen terme seraient catastrophiques pour notre souveraineté alimentaire, ainsi que la fragilisation des infrastructures, telles que les abattoirs de proximité.

Cette inquiétude est également pour les mois à venir alors que, partout en France, de nombreux agriculteurs s'interrogent désormais sur leur capacité à maintenir leur activité et s'ils pourront passer l'hiver.

Notre agriculture est ainsi confrontée à une situation d'urgence qui appelle une réponse rapide et à la hauteur des difficultés rencontrées. Dans ce contexte exceptionnel, il apparaît essentiel de déployer un plan d'urgence national comprenant notamment :

- le déploiement d'aides d'urgence destinées à soutenir la trésorerie des exploitations les plus fragilisées, ainsi que l'abondement du Fonds d'allègement des charges afin d'accompagner les agriculteurs confrontés à des difficultés économiques majeures ;
- la mise en place d'un plan fourrage permettant d'aider les éleveurs confrontés à la dégradation des prairies, à la baisse des rendements fourragers et à l'insuffisance des stocks nécessaires pour l'hiver ;
- la mobilisation, auprès de la Commission européenne, de financements exceptionnels afin d'accompagner les exploitations touchées par des événements climatiques d'une ampleur inédite ;
- l'examen de mesures de report ou d'allègement des charges fiscales, sociales et financières pour les exploitations les plus durement affectées.

À cette urgence économique et climatique s'ajoute une urgence humaine. La succession des crises, l'incertitude sur les récoltes et les revenus, l'endettement et la peur de ne plus pouvoir poursuivre son activité accroissent encore la pression qui pèse sur les agriculteurs, les agricultrices, leurs familles et les salariés du monde agricole. Nous ne pouvons dissocier la sauvegarde des exploitations de la protection de celles et ceux qui les font vivre. Ce plan d'urgence doit donc comporter un volet spécifique de prévention du mal-être et des risques suicidaires, en mobilisant pleinement la MSA et l'ensemble des acteurs de proximité.

Cette réponse ensuite, doit également s'inscrire dans une politique de long terme d'adaptation de notre agriculture au changement climatique. Les épisodes extrêmes que nous connaissons démontrent qu'ils ne constituent plus des phénomènes isolés mais tendent à devenir plus fréquents et plus intenses. La question de l'accès à l'eau, de son partage et de sa gestion durable sera au cœur des réponses à construire, dans le respect des équilibres territoriaux et de la démocratie locale de l'eau. Sur ce sujet, comme sur celui essentiel de l'adaptation des bâtiments d'élevage au réchauffement climatique, notre groupe sera à nouveau force de propositions.

Face à cette urgence, l'État doit prendre ses responsabilités afin d'éviter que des exploitations agricoles déjà fragilisées ne basculent dans des situations irréversibles. La préservation de notre agriculture, de ses emplois et de notre souveraineté alimentaire nécessite des décisions rapides, concrètes et à la hauteur de la crise actuelle. L'absence de réponse ferait peser un risque majeur sur l'avenir de nombreuses exploitations.

Enfin, pour continuer à produire demain nous avons besoin d'une société solidaire du monde agricole. Le temps est donc venu d'un dialogue serein qui n'est plus capté par des irréductibles de tous bords, au risque d'opposer villes et campagnes.

Nous vous demandons ainsi de bien vouloir réunir - dès que possible - les représentants des différents groupes parlementaires afin qu'un point précis sur la situation puisse être porté à la connaissance de tous et pour affiner ensemble les mesures immédiates que cette situation commande. La mobilisation unanime de la classe politique derrière un tel plan d'urgence doit permettre de redonner confiance à nos agriculteurs.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Les députées et députés du groupe *Socialistes et apparentés*

M. Sébastien LECORNU
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris